

SOCIÉTÉ

societe.union@sonapresse.com

Genre : les mécanismes de promotion des droits de la femme de la CEEAC débattus à Libreville

Prissilia M.MOUIY
Libreville/Gabon

LA conférence des ministres en charge du Genre et de la promotion de la femme de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), qui s'ouvre aujourd'hui à Libreville, mobilise des centaines de personnes autour des questions du Genre. Initiée conjointement par le gouvernement gabonais et la CEEAC, en partenariat avec l'ONU-Femmes et l'Unoca, cette rencontre donne lieu aux réflexions autour du thème "Bâtir un agenda commun en Afrique centrale pour la promotion des droits des femmes et leur autonomisation". Ainsi, experts en la matière, ministres en charge du Genre et de la promotion de la femme, représentants de la société civile, universitaires, chefs religieux et coutumiers, réseau des femmes journalistes de la CEEAC, réseau des femmes médiatrices de l'Organisation économique sous-régionale, représentants des populations vulnérables, etc., tous présents



L'ambition de la rencontre de Libreville est d'établir l'égalité entre les hommes et les femmes en Afrique centrale.

à ces assises débattront sur les mécanismes institutionnels nationaux destinés à favoriser la promotion de la femme. L'idée globale étant d'étendre les politiques en matière de droits de l'Homme mises en œuvre avec succès au Gabon à l'ensemble de la sous-région Afrique centrale afin que l'expérience gabonaise puisse inspirer les autres pays. Ainsi les questions de lutte contre les violences, les questions de réduction des inégalités et de discriminations et les questions d'autonomisation des femmes seront également abordées au cours de cette conférence.

La rencontre de ce jour est donc ici une passerelle d'analyses, de partage d'expériences et bonnes pratiques des ministères en charge des questions du Genre et la promotion de la femme de la CEEAC. Les résultats et recommandations des travaux qui en découleront devront permettre de trouver des mesures concrètes et un calendrier de mise en œuvre commun aux 11 États membres qui sera par la suite soumis pour adoption aux chefs d'État et de gouvernement en juin prochain dans le cadre de la présidence gabonaise de la CEEAC.

Distinction du leadership gabonais

Sveltana NTSAME NDONG
Libreville/Gabon

LES nombreux efforts consentis par les pouvoirs publics du Gabon en matière de promotion et, surtout, de valorisation des droits de la femme mis en musique à travers le programme "Gabon Égalité" ont valu à notre pays en mars dernier d'occuper, aux côtés de la Côte d'Ivoire, la première place en Afrique en matière de promotion des droits de la femme. C'est ce qui ressort de l'édition 2023 du rapport "Les femmes, l'entreprise et le droit" de la Banque mondiale. Lequel soulignait à ce titre que "le Gabon se distingue par une

réforme complète de son Code civil et la promulgation d'une loi visant à éliminer la violence à l'égard des femmes." Dans ce classement, notre pays a gagné 5 places avec un score de 95,0 et s'est ainsi placé au 25e rang mondial sur 190 pays.

Cette marque de reconnaissance tant sur le plan continental que mondial constitue un motif de satisfaction, une consécration pour les autorités gabonaises. Lesquelles, depuis une quinzaine d'années, continuent à œuvrer pour apporter des changements considérables dans ce domaine. En effet, depuis 2016, le Gabon dispose, entre autres, d'une loi sur l'autonomisation de la femme, qui exige aux



Que d'avancées en faveur de la promotion des droits des femmes au Gabon !

formations politiques 30 % de représentativité des femmes et des jeunes lors des élections. En 2018, la Constitution a consacré la parité homme/femme au plan politique et professionnel. Et en 2019, le gouvernement a apporté des amendements au Code civil et renforcé l'année dernière la pénalisation des violences faites aux femmes jusqu'aux relations sexuelles non consenties.

Gabon-Égalité : un programme gouvernemental pour l'équilibre entre les Genres



Avec 9 Task Force à l'heure actuelle, le programme Gabon Égalité bâtit un modèle de société égalitaire.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

DANS une démarche progressive et sûre, le programme gouvernemental Gabon-Égalité fait de la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes, une réalité dans notre pays.

Sur la base de la Stratégie de promotion des droits de la femme et de la réduction des inégalités femmes/hommes au Gabon transmise par la première dame du Gabon, Sylvia Bongo Ondimba, au président de la République le 30 septembre 2020, au cours d'une cérémonie officielle à la présidence de la République, et implémenté en textes de lois dès 2021, ce dispositif national d'équilibre entre les genres construit un modèle de société égalitaire pour le développement des droits et le progrès économique. Son plan d'actions investit efficacement les domaines stratégiques tels que la lutte contre les violences, l'éducation, la santé, le droit de la famille, la participation à l'économie et l'émancipation politique.

Au bout de 9 réunions de bilan d'étape, également appelées Task Force, le programme Gabon-Égalité, qui connaît l'implication personnelle de l'épouse du

chef de l'État, met un point d'honneur sur la lutte contre les violences basées sur le genre. Car ceux-ci constituent un frein à l'épanouissement et à l'équilibre des genres. C'est ainsi qu'on a pu voir apparaître, par exemple, l'évolution du corpus juridique avec la modification du Code civil et la pénalisation des auteurs de violences ; l'adoption d'un dispositif de protection à travers l'instauration d'un numéro vert (1404) ; la construction d'un Centre d'accueil pour la prise en charge des victimes et la création de l'Observatoire national des droits de la femme ; la gratuité du droit à l'information, à l'aide sociale et à l'assistance juridique ; l'instauration des fondements de l'égalité en milieu professionnel, etc.

Même au sein des établissements scolaires, tout est mis en œuvre pour éduquer la jeunesse à la réalité de l'égalité. Sous l'impulsion de la première dame, Sylvia Bongo Ondimba, l'application mobile "Hello-Ado" a été lancée le 14 avril dernier pour interpeller la jeunesse face aux dangers des grossesses précoces.

Le Gabon s'engage donc, à travers les 33 mesures contenues dans ce programme gouvernemental, à faire de l'égalité une réalité pour tous.